
PREMIER MINISTRE
MINISTERE DU TRAVAIL, DES RELATIONS SOCIALES ET DE LA SOLIDARITE

DILTI
Délégation Interministérielle à la Lutte contre le Travail Illégal

**INTERVENTION DES ENTREPRISES
ETRANGERES
PRESTATAIRES DE SERVICES
EN FRANCE EN 2006**

Sommaire

| | |
|---|----|
| <u>Sommaire</u> | 2 |
| <u>Observations méthodologiques</u> | 3 |
| <u>Présentation synthétique des résultats de l'enquête de 2006</u> | 4 |
| <u>I. Taux de réponse et représentativité</u> | 5 |
| <u>II. Analyse des déclarations des entreprises prestataires de services</u> | 7 |
| <u>21. Une croissance sans précédent du nombre de déclarations et de salariés détachés</u> | 7 |
| <u>22. L'emploi détaché, déclaré ou non, est estimé entre 175 000 à 220 000 salariés en 2006</u> | 8 |
| <u>23. la durée moyenne du détachement est stable sur la période</u> | 9 |
| <u>24. Le détachement est plus fortement développé dans les zones frontalières du Nord et de l'Est de la France</u> | 9 |
| <u>25. La concentration dans le BTP s'accroît aux dépens du secteur de l'industrie</u> | 11 |
| <u>III. Analyse des nationalités des entreprises prestataires de services et des salariés détachés</u> | 14 |
| <u>31. Les pays limitrophes et les nouveaux pays membres de l'Union européenne prédominent</u> 14 | |
| <u>32. Focus sur certains pays</u> | 14 |
| <u>33. Les nationalités de salariés sont majoritairement celles des pays de l'Union européenne</u> .. | 17 |
| <u>34. Une écrasante majorité d'ouvriers</u> | 19 |
| <u>IV. Analyse des contrôles sur les entreprises ayant fait ou non une déclaration préalable</u> | 19 |
| <u>Listes des graphes, cartes et tableaux</u> | 20 |

Observations méthodologiques

Cette cinquième enquête permet de mesurer depuis 2000, l'évolution du nombre de déclarations d'interventions en France des entreprises étrangères prestataires de services et du nombre de salariés qu'elles déclarent y détacher. Elle permet de cerner les caractéristiques de ces flux (nationalité, durée des interventions, secteurs d'activité, qualification des salariés) et de fournir des indications sur le contrôle de ces entreprises.

Elle est construite à partir des déclarations de prestations de service reçues par les inspections du travail. En effet, l'article D 341-5-7 du code du travail précise les conditions d'exercice de la prestation étrangère de service, en imposant aux entreprises qui détachent des salariés dans ce cadre, d'en faire préalablement la déclaration auprès de l'inspection du travail du lieu où s'effectue la prestation ou du premier lieu de l'activité si la prestation doit se poursuivre dans d'autres lieux.

La collecte des données se fait par l'intermédiaire d'un questionnaire transmis annuellement aux services départementaux de la main d'œuvre étrangère de la direction du travail et de la formation professionnelle. Outre les données concernant les déclarations, les services MOE de la direction du travail rassemblent également dans ce questionnaire, les informations quantitatives sur les contrôles effectués sur ces entreprises, qu'elles aient ou non fait une déclaration préalable à leur intervention sur le territoire.

Au-delà des chiffres obtenus sur la base des déclarations enregistrées par les services d'inspection du travail dans 82 % des départements qui ont répondu à l'enquête, l'estimation approximative du volume global réel des interventions de prestataires étrangers et des salariés qu'elles y détachent en France est réalisée par extrapolation d'un taux moyen de déclaration. Conformément aux années antérieures, et faute de ne pouvoir disposer d'analyses actualisées nous avons retenu un taux de déclaration moyen qui se situe entre 20 % (une déclaration faite pour cinq prestations effectuées et non déclarées) et 25% (une déclaration faite pour quatre prestations effectuées et non déclarées). Cette hypothèse reste forte et les conclusions doivent donc être considérées avec autant de circonspection que celles des années antérieures. Elle fournit néanmoins un ordre de grandeur de ce phénomène.

Enfin, le présent rapport a fait l'objet de modifications méthodologiques mineures afin que les comparaisons avec les années antérieures soient significatives. Certaines réserves méthodologiques sont toutefois rappelées au fil du rapport.

Présentation synthétique des résultats de l'enquête de 2006

La cinquième édition de cette enquête permet quelques enseignements fondamentaux :

- Avec plus de 10 000 déclarations en 2006 (+57 % par rapport à 2005) et 38 000 salariés détachés (+43%), on assiste à une croissance sans précédent de ce phénomène sur le territoire national ;
- Leur répartition sur l'ensemble du territoire nationale se poursuit largement même si les régions frontalières et la région Rhône-Alpes continuent à concentrer la plus grande partie des déclarations effectuées;
- La durée moyenne du détachement, de l'ordre de deux mois, est stable sur la période mais couvre des réalités différentes selon les secteurs d'activité. De l'ordre de deux semaines en moyenne dans le secteur du déménagement, elle est proche de trois mois dans le secteur de la restauration ;
- Avec près des deux tiers des déclarations, le secteur du BTP reste le secteur le plus concerné par le recours à des prestataires étrangers et continue d'augmenter sensiblement sa part relative (58 % en 2005 et 34 % en 2004) ;
- La Pologne dont les déclarations constituent 28 % du total voit sa part relative grossir régulièrement depuis 2004 et devient incontestablement le premier pays d'origine. Les trois quarts des prestations sont effectués dans le secteur du BTP et 16 % dans celui de l'industrie ;
- Les nouveaux pays membres voient leur part relative passer de 20 % en 2004 à 36 % en 2006, (dans laquelle la Pologne représente près de 80 %). Cette hausse est probablement consécutive de l'ouverture progressive du marché du travail aux ressortissants des Etats ayant adhéré à l'Union européenne le 1^{er} mai 2004, qui est entrée en vigueur en juin 2006 ;
- Les salariés sont plus ou moins concentrés par nationalité sur le territoire national. Les salariés du Royaume-Uni sont à 85 % dans la région Rhône Alpes, les salariés belges le sont dans la région Nord Pas de calais (80 %), les salariés allemands sont en Alsace (43 %) et en Lorraine (30%). Les salariés de nationalité polonaise sont installés sur l'ensemble du territoire avec cependant quelques régions plus concentrées (Rhône Alpes 25%, PACA 20 % et Ile de France 7 %). Les salariés portugais sont présents dans 18 régions sur les 22. On remarquera enfin le fort taux de présence du millier de salariés sud américains en PACA (48 %), Languedoc Roussillon (27 %) et Rhône Alpes (14%).

I. Taux de réponse et représentativité

En 2006, 82 services départementaux d'inspection du travail du régime général ont répondu à notre enquête. Ce chiffre est en hausse par rapport aux deux années précédentes (respectivement 72 et 77 départements). Les services de l'inspection du travail de l'agriculture ont fourni des statistiques pour 57 départements dont 6 départements pour lesquels aucune déclaration n'a été enregistrée.

L'enquête en 2005 a été uniquement renseignée par l'inspection du travail et celle de 2004 par les inspections du travail du régime général et peu par l'inspection du travail de l'agriculture. Le poids du secteur de l'agriculture est donc fortement sous estimé dans les enquêtes précédentes.

Bien que la répartition géographique en 2006 soit donc plus complète, plusieurs départements n'ont pas répondu en 2006 alors qu'ils l'avaient fait en 2005 notamment pour la région de la basse Normandie, où deux départements sur trois n'ont pas répondu (Calvados et Orne), le département de la Loire atlantique, des Côtes d'Armor ou celui de l'Yonne. Par comparaison aux années précédentes, ses départements totalisaient environ 200 déclarations.

Carte 1 : Taux de réponse par département en 2006

DDTEFP

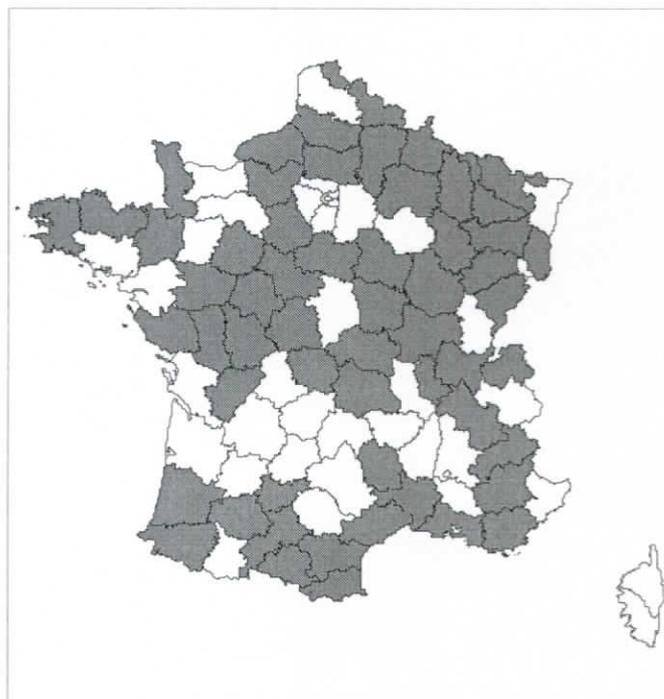
Non réponse [14]

Réponse [82]

ITEPSA

Non réponse [39]

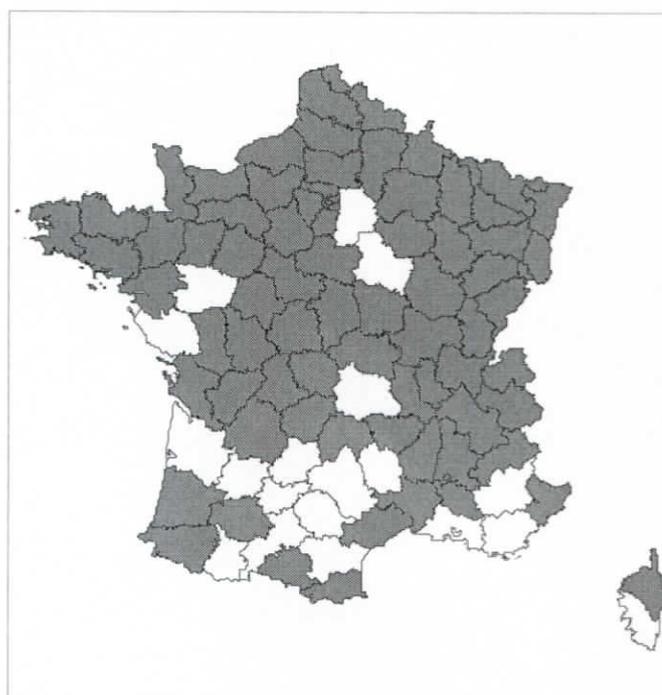
Réponse [57]



Carte 2 : Taux de réponse par département en 2004 et 2005

2004
Non réponse [24]
Réponse [72]

2005
Non réponse [19]
Réponse [77]



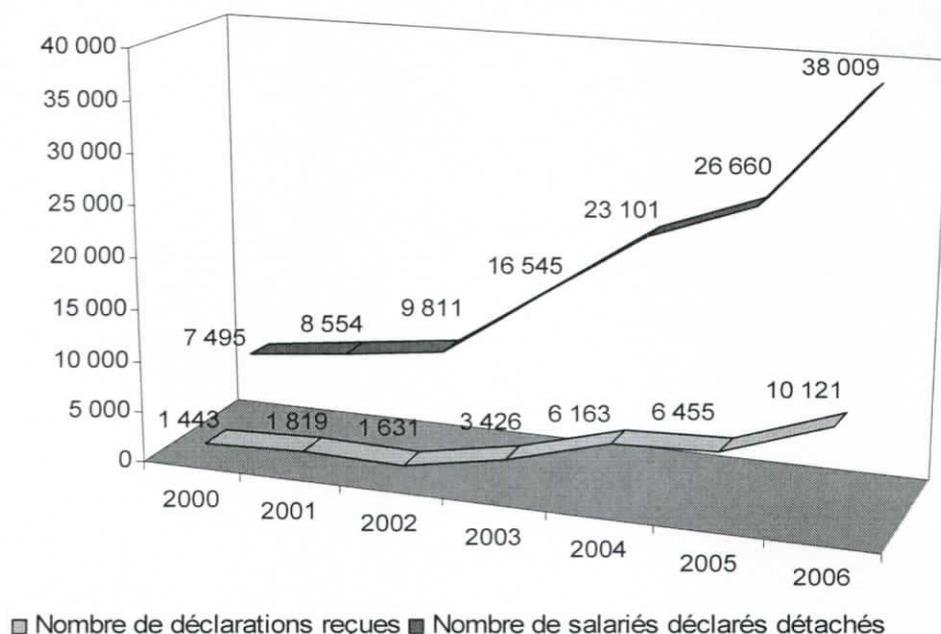
II. Analyse des déclarations des entreprises prestataires de services

21. Une croissance sans précédent du nombre de déclarations et de salariés détachés

Hors inspection du travail du transports et hors correction des départements qui n'ont pas répondu, le nombre des déclarations de prestations de services réalisées par des entreprises étrangères est supérieur à 10 000 en 2006 (+57 % par rapport à 2005) et concernent 38 000 salariés détachés (+43%).

L'évolution, calculée à partir du sous échantillon des départements ayant répondu en 2005 et 2006, montre une progression de 40 % pour le nombre de déclarations et de 35 % pour le nombre de salariés déclarés détachés¹.

Graph 1 : Évolution du nombre de déclarations de prestations de services reçues et de salariés détachés



L'accroissement du nombre de déclarations se constate également au sein d'un même département où le nombre de déclaration devient de plus en plus important. En 2006, 45 départements déclarent recevoir plus de 50 déclarations contre 24 en 2005 et 17 départements en 2004.

¹ Ces forts taux d'évolution s'expliquent selon les directions départementales du travail d'une part par une amélioration certaine du suivi statistique des déclarations et, d'autre part, par une croissance réelle du nombre de déclarations reçues.

Tableau 1 : Répartition du nombre de déclarations

| Nb de déclarations reçues | 2004 | 2005 | 2006 |
|---------------------------|------|------|------|
| 0 à 2 | 40 | 23 | 17 |
| 3 à 49 | 39 | 49 | 44 |
| 50 à 199 | 13 | 15 | 21 |
| 200 à 999 | 4 | 7 | 13 |
| + de 1 000 | 0 | 2 | 1 |

Avec 57 % de croissance annuelle (et 38 % de croissance moyenne depuis 2000), le nombre de déclarations croît moins vite que celui des salariés dont le détachement en France est annoncé (43 % de croissance annuelle et 31 % de croissance moyenne sur la période). Le nombre moyen de salariés détachés par intervention diminue donc sensiblement sur la période (6,2 en 2001 à 3,8 en 2006).

Tableau 2 : Évolution du nombre moyen de salariés par déclaration

| | 2001 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 |
|--------------------------------------|------|------|------|------|------|
| Moyenne des salariés par déclaration | 6,2 | 4,8 | 4,0 | 4,1 | 3,8 |

La baisse continue depuis 2001 du nombre moyen de salariés par intervention semble confirmer le constat souvent signalé par les services de contrôle, d'interventions faites par plusieurs petites structures étrangères sur un même site de travail. Cet éparpillement de la sous-traitance de main d'œuvre est parfois source de difficultés pour le contrôle.

22. L'emploi détaché, déclaré ou non, est estimé entre 175 000 à 220 000 salariés en 2006

Rappel méthodologique

Dans un premier temps, l'estimation porte sur le nombre des déclarations et de salariés des départements non répondants. Dans un second temps, l'estimation permet de couvrir l'écart entre les détachements réellement effectués et ceux pour lesquels une déclaration a été enregistrée. Conformément aux années antérieures, et faute de ne pouvoir disposer d'analyses actualisées² nous avons retenu un taux de déclaration moyen qui se situe entre 20 % (une déclaration faite pour cinq prestations effectuées et non déclarées) et 25% (une déclaration faite pour quatre prestations effectuées et non déclarées).

Tableau 3 : Estimation de l'emploi détaché en 2006

| | 2004 | 2005 | 2006 |
|-----------------|---------|---------|---------|
| Hypothèse à 25% | 126 100 | 143 500 | 174 800 |
| Hypothèse à 20% | 157 600 | 179 300 | 218 500 |

² Des études complémentaires effectuées en 2001 dans quelques départements ont permis de quantifier l'écart entre le nombre de détachements réellement effectués et le nombre de déclarations enregistrées. Ces résultats ont été validés par les évaluations faites sur ce sujet par nos voisins allemands et belges.

23. la durée moyenne du détachement est stable sur la période

Réserves méthodologiques

Cette variable, demandée en nombre de jour dans le questionnaire, est renseignée parfois en jours ouvrés (pour les petites durées) parfois en durée de détachement sur le territoire (pour les durées supérieures à trois mois). Un travail d'homogénéisation et de cohérence a été effectué sur les trois années. Par ailleurs, cette variable est souvent mal renseignée dans le questionnaire. Les calculs ci dessous sont issus des questionnaires redressés considérés comme cohérents sur cette variable (ce qui représente 85 % des déclarations en 2006). Enfin, le secteur des spectacles n'est pas inclus dans le calcul de la moyenne tant les déclarations dans ce secteur sont différentes des déclarations faites dans les autres secteurs.

Si la durée moyenne de détachement évolue assez peu sur la période (voire depuis 2001 où la durée moyenne calculée est de 3 mois et demi), on constate en revanche une assez grande variation selon les secteurs d'activité dans lesquels a lieu le détachement. Si le déménagement opère des détachements pour des durées courtes (deux semaines en moyenne), le secteur de la restauration a une durée supérieure de 25 % à la moyenne des autres secteurs. Une analyse détaillée par déclarations montre que les durées déclarées dans la restauration sont le plus souvent supérieures à deux mois.

Tableau 4 : Répartition de la durée moyenne des détachements par secteur d'activité (en jours)

| | 2004 | 2005 | 2006 |
|---------------------------|------|------|------|
| Moyenne | 54 | 48 | 60 |
| dont | | | |
| <i>Agriculture</i> | 87 | 67 | 65 |
| <i>BTP</i> | 34 | 43 | 66 |
| <i>Déménagement</i> | 2 | 2 | 14 |
| <i>HCR</i> | 49 | 44 | 82 |
| <i>Industrie</i> | 49 | 52 | 63 |
| <i>Travail temporaire</i> | 35 | 23 | 34 |
| <i>Autre</i> | 70 | 61 | 56 |

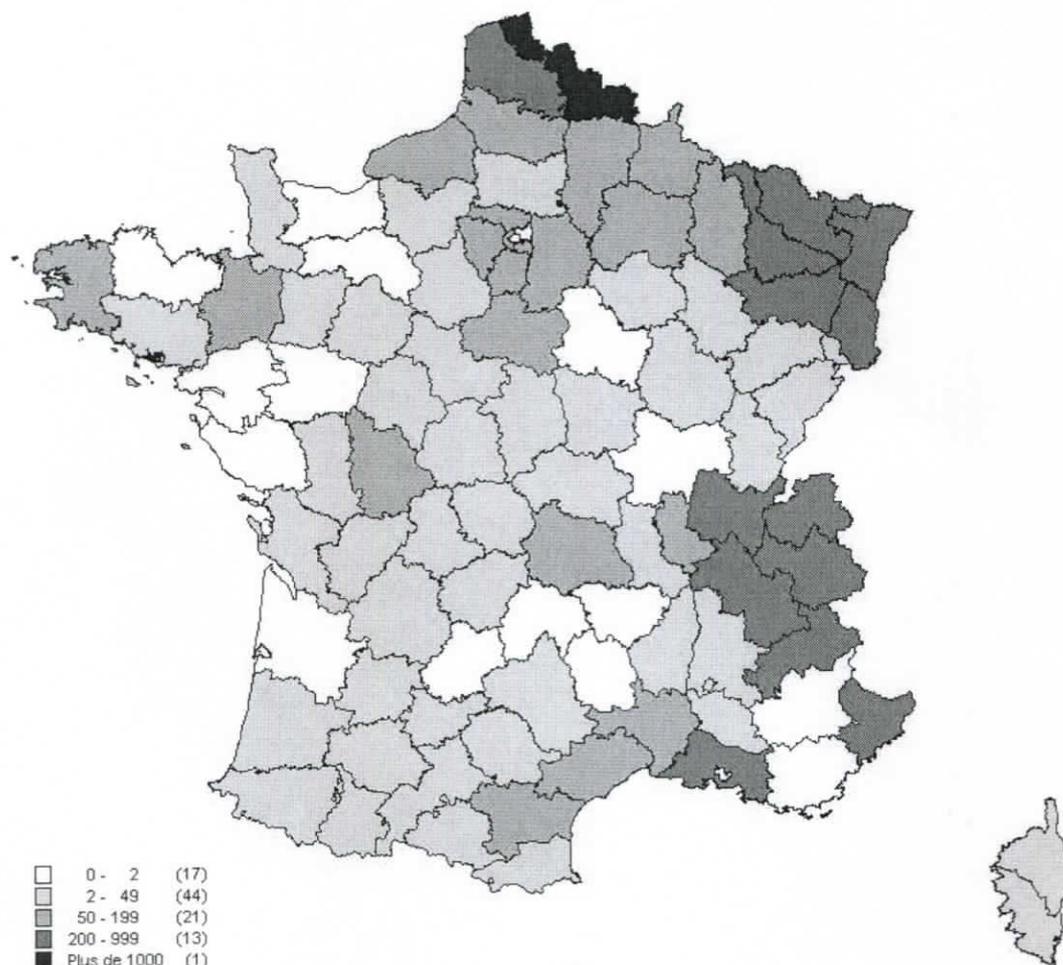
Les entreprises du spectacle ont totalisé près de 10 000 jours travaillées pour 750 salariés détachés, soit deux semaines environ par salarié. Cette durée couvre cependant des réalités très différentes telles qu'un nombre important de salariés détachés pour un jour de spectacle, ou encore un seul salarié en tournée pour plusieurs mois en France. On ne retrouve pas une telle disparité de comportements dans les autres secteurs.

24. Le détachement est plus fortement développé dans les zones frontalières du Nord et de l'Est de la France

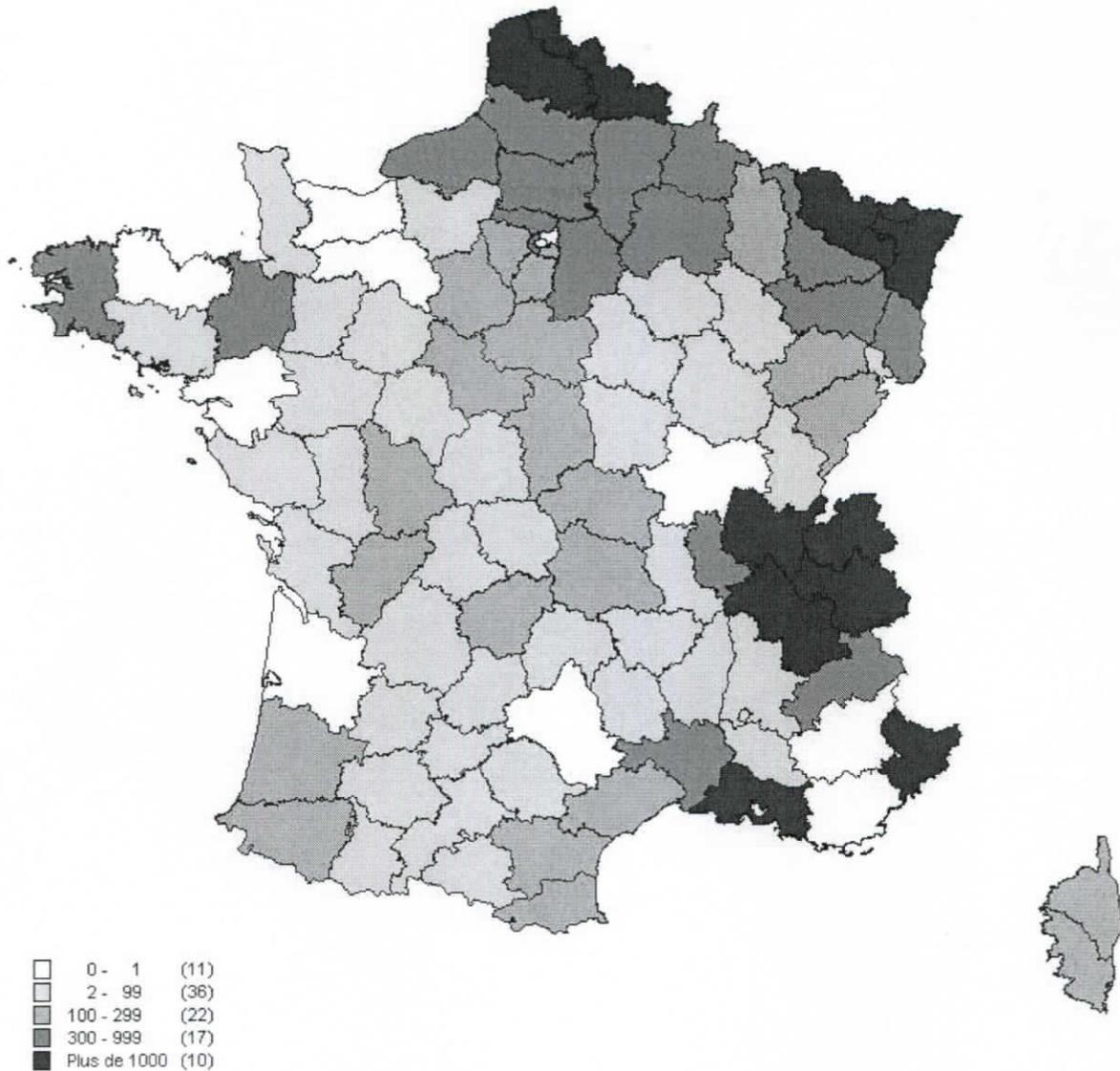
Si les réserves méthodologiques concernant les comparaisons annuelles départementales doivent être maintenues, il se confirme cependant, conformément à ce qui a été souligné en 2005, que les régions frontalières de l'Est et du Nord de la France accueillent la part la plus forte des prestations étrangères. Cette « sur » représentation s'explique en partie par la tradition liée aux

échanges frontaliers avec les pays voisins et par conséquent une meilleure connaissance de l'obligation de déclaration préalable des entreprises étrangères qui en sont issues.

Carte 3 : Répartition départementale du nombre de déclarations reçues en 2006



Carte 4 : Répartition départementale du nombre de salariés détachés en 2006



La répartition sur le territoire est, assez logiquement, proche de celle observée pour la déclaration et appelle à peu près les mêmes observations.

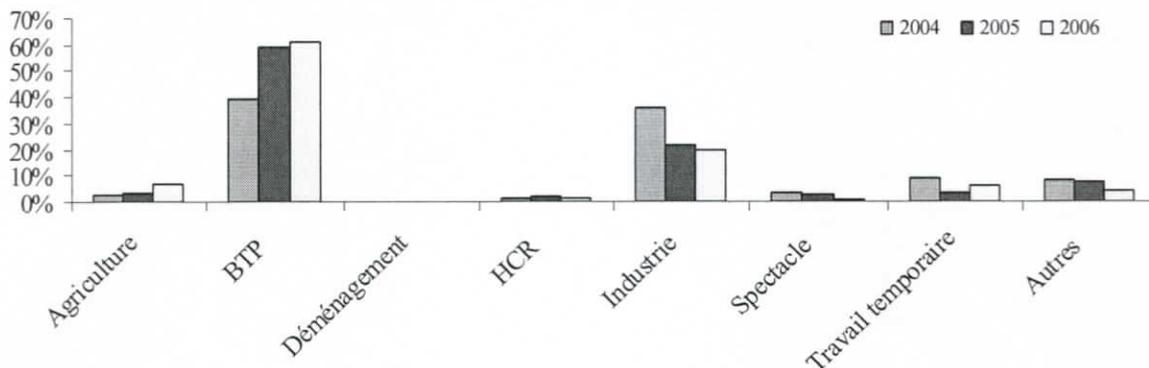
25. La concentration dans le BTP s'accroît aux dépens du secteur de l'industrie

Avec près des deux tiers des déclarations, le secteur du BTP est le plus importateur de prestations étrangères et confirme la forte hausse observée en 2005. Dans le secteur de l'industrie, la baisse régulière de la part relative des déclarations masque la hausse générale du nombre de déclaration du secteur. De fait, en 200, il y a 550 déclarations supplémentaires, localisées à 37 % en Rhône-

Alpes et 25 % dans le Nord Pas de Calais. Le reste est réparti sur les autres régions, exceptée la Lorraine qui compte une centaine de déclarations en moins.

Pour les entreprises de travail temporaire, les déclarations enregistrées cette année sont géographiquement plus réparties qu'en 2005 où le département de la Lorraine regroupait près des deux tiers des déclarations, contre la moitié environ en 2006.

Graphe 2 : Répartition des déclarations par secteur d'activité



La répartition en terme de salariés donne sensiblement la même image à l'exception du secteur de la restauration pour lequel le grand nombre de salariés détachés augmente sensiblement sa part (9,7 % en 2005 et 11 % en 2006).

Tableau 5 : Répartition régionale des déclarations par secteur d'activité

| | Agr | BTP | Dém | HCR | Ind | Spec | TTE | Autre | TOTAL |
|----------------------|-----|-------|-----|-----|-------|------|-----|-------|--------|
| Rhône-Alpes | 108 | 1 391 | | 100 | 289 | 30 | 45 | 34 | 1 997 |
| Nord-pas-de-Calais | 2 | 1 170 | | | 269 | 1 | 51 | 133 | 1 626 |
| Lorraine | 20 | 546 | | 2 | 642 | 2 | 311 | 34 | 1 557 |
| Alsace | 10 | 963 | | | 58 | 12 | 100 | 5 | 1 148 |
| PACA | 219 | 594 | | 6 | 114 | | 33 | 27 | 993 |
| Ile-de-France | | 426 | 8 | | 124 | 6 | 21 | 46 | 631 |
| Picardie | 14 | 167 | 1 | | 126 | 2 | 3 | 29 | 342 |
| Languedoc-Roussillon | 213 | 92 | | | 30 | | | 1 | 336 |
| Bretagne | 2 | 145 | | 12 | 32 | | 9 | 35 | 235 |
| Champagne-Ardenne | 9 | 98 | | | 23 | 39 | 20 | 40 | 229 |
| Centre | 16 | 65 | | 14 | 97 | | 21 | 2 | 215 |
| Poitou-Charentes | 8 | 118 | | | 11 | | 6 | 14 | 157 |
| Franche-Comté | 6 | 59 | | | 30 | | 18 | 2 | 115 |
| Haute-Normandie | 8 | 45 | | | 55 | | 1 | 5 | 114 |
| Auvergne | 3 | 69 | | | 18 | | | 4 | 94 |
| Midi-Pyrénées | 10 | 51 | | 1 | 7 | | | 3 | 72 |
| Pays de Loire | 2 | 42 | | | 10 | 3 | | 4 | 61 |
| Limousin | 2 | 36 | | | 11 | 5 | | | 54 |
| Aquitaine | 2 | 25 | | 9 | 8 | | 5 | 2 | 51 |
| Corse | | 37 | | 8 | 1 | | | | 46 |
| Bourgogne | 11 | 13 | | | 3 | | 2 | 1 | 30 |
| Basse-Normandie | | 8 | | | 5 | | | 5 | 18 |
| Total | 665 | 6 160 | 9 | 152 | 1 963 | 100 | 646 | 426 | 10 121 |

Cette enquête 2006 semble mieux refléter dans le secteur agricole, la réalité des pratiques d'appel aux prestations de main d'œuvre étrangères pour les grandes régions arboricoles et viticoles. Si, avec un tiers des déclarations effectuées, le Languedoc-Roussillon conserve une part prédominante, le département PACA représente un second tiers, et celui de Rhône-Alpes un sixième. Toutefois, cette statistique reste probablement encore très incomplète (cf. carte 1b).

III. Analyse des nationalités des entreprises prestataires de services et des salariés détachés

31. Les pays limitrophes et les nouveaux pays membres de l'Union européenne prédominent

La proximité géographique entre les pays prestataires et certaines régions françaises et l'ouverture récente de la possibilité d'exercer la libre prestation de service pour les nouveaux pays entrés dans l'UE sont deux facteurs qui ont généré des flux de main d'œuvre caractéristiques entre les pays européens et la France. On observe 3 grands types de flux

- les pays limitrophes pour lesquels les pratiques de prestations de main d'œuvre sont nombreux et ancrés dans le temps ;
 - o plus de 700 déclarations annuelles - Allemagne, Belgique, Espagne, Luxembourg
 - o entre 100 et 400 déclarations annuelles - Suisse³, Portugal, Italie et le Royaume-Uni ;
- les pays géographiquement proches pour lesquels les pratiques de prestations de main d'œuvre sont en hausse régulière - Pologne, Slovaquie, Roumanie, Hongrie, République tchèque, la part relative des nouveaux états membres est de fait passé de 20 % à 36 % entre 2004 et 2006 (25 % en 2005) ;
- les pays pour lesquels les pratiques de prestations de main d'œuvre sont plus occasionnels (moins de 100 déclarations annuelles) Amérique du Nord, Amérique Latine, Asie, Autriche, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Estonie, Finlande, Grèce, Irlande, Lettonie, Lituanie, Malte, Pays bas, Suède, Slovaquie, Turquie.

32. Gros plan sur certains pays

La **Pologne** dont les déclarations constituent 28 % du total voit sa part relative grossir régulièrement depuis 2004 et devient incontestablement le premier pays d'origine. Les trois quarts des prestations sont effectués dans le secteur du BTP, 16 % dans celui de l'industrie et 4,4 % dans celui du travail temporaire. Si les entreprises interviennent indifféremment dans presque tous les départements français, la Savoie, les Alpes Maritimes et la Haute Savoie sont les premiers départements d'accueil (respectivement 12 %, 9 % et 7%).

Bien que sa part relative baisse depuis trois ans, avec près de 2 000 déclarations, l'**Allemagne** est le deuxième pays déclarant. Les deux tiers des prestations sont effectués dans le secteur du BTP et 27 % dans celui de l'industrie. L'Alsace concentre 43% des prestations, exclusivement liées au

³ La Suisse enregistre près de 340 déclarations en 2006 soit une hausse de 300 % par rapport à l'année précédente. Cette très forte hausse s'explique principalement par la construction dans l'Ain du nouveau super anneau au centre européen de recherche nucléaire - fin des travaux en 2007 - qui représente 95% des PSI du département et surtout un grande quantité de déclarations de nationalité suisse (secteur BTP et industrie)

secteur du BTP, et la Lorraine près de 30%. Ces dernières sont légèrement supérieures dans le secteur de l'industrie que dans celui du BTP.

La baisse de la **Belgique** se confirme puisque ce pays effectue de 250 déclarations de moins en 2006 qu'en 2005. Pour ce pays particulièrement, la proximité géographique joue massivement puisque 86 % des prestations, liées au secteur du BTP, sont exécutées dans le Nord Pas de Calais.

Le **Luxembourg** a comme caractéristique majeure de faire les deux tiers des déclarations des entreprises de travail temporaire, de surcroît en Lorraine.

La forte progression de l'**Espagne** (+ 469 déclarations) est due à l'élargissement de la collecte des données par l'inspection du travail de l'agriculture. En effet, les deux tiers des déclarations de ce pays sont dans le secteur agricole. L'essentiel des prestations est effectué dans le PACA, le Languedoc Roussillon et en Rhône-Alpes.

Tableau 6 : Analyse par nationalité des prestataires (en nb de déclarations)

| | <i>Agr</i> | <i>BTP</i> | <i>Dém</i> | <i>HCR</i> | <i>Ind</i> | <i>Spec</i> | <i>TTE</i> | <i>Aut</i> | <i>Total</i> | Part 2006 | Part 2005 | Part 2004 |
|-----------------------------|------------|--------------|------------|------------|--------------|-------------|------------|------------|---------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| <i>Pologne</i> | 96 | 2 119 | 0 | 0 | 451 | 8 | 133 | 83 | 2 890 | 28,6% | 21,6% | 17,1% |
| <i>Allemagne</i> | 20 | 1 268 | 0 | 2 | 537 | 4 | 39 | 111 | 1 981 | 19,6% | 20,9% | 24,9% |
| <i>Belgique</i> | 1 | 1 115 | 1 | 2 | 126 | 4 | 9 | 21 | 1 279 | 12,6% | 20,1% | 29,2% |
| <i>Luxembourg</i> | 1 | 192 | 0 | 0 | 126 | 3 | 411 | 20 | 753 | 7,4% | 9,4% | 4,6% |
| <i>Espagne</i> | 409 | 235 | 0 | 0 | 32 | 5 | 6 | 10 | 697 | 6,9% | 3,4% | 3,9% |
| <i>Slovaquie</i> | 82 | 373 | 0 | 0 | 44 | 0 | 0 | 8 | 507 | 5,0% | 2,5% | 0,8% |
| <i>Suisse</i> | 0 | 238 | 0 | 0 | 98 | 2 | 0 | 3 | 341 | 3,4% | 1,6% | 1,2% |
| <i>Portugal</i> | 3 | 143 | 0 | 0 | 152 | 0 | 11 | 3 | 312 | 3,1% | 2,9% | 0,9% |
| <i>Royaume- Uni</i> | 0 | 12 | 0 | 133 | 20 | 2 | 0 | 65 | 232 | 2,3% | 3,3% | 7,0% |
| <i>Autres</i> | 27 | 43 | 0 | 1 | 56 | 35 | 1 | 18 | 181 | 1,8% | 3,1% | 3,7% |
| <i>Italie</i> | 0 | 78 | 0 | 1 | 65 | 7 | 0 | 24 | 175 | 1,7% | 2,9% | 1,0% |
| <i>Hongrie</i> | 0 | 87 | 0 | 0 | 10 | 1 | 8 | 6 | 112 | 1,1% | 0,7% | 0,2% |
| <i>Roumanie</i> | 0 | 78 | 0 | 0 | 28 | 1 | 0 | 1 | 108 | 1,1% | 1,4% | 1,0% |
| <i>Rép. Tchèque</i> | 12 | 42 | 0 | 0 | 30 | 6 | 0 | 6 | 96 | 0,9% | 1,6% | 1,1% |
| <i>Asie</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | 56 | 8 | 0 | 29 | 93 | 0,9% | 0,3% | 0,2% |
| <i>Amérique Latine</i> | 11 | 54 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 65 | 0,6% | 0,1% | 0,0% |
| <i>Irlande</i> | 1 | 13 | 0 | 0 | 3 | 0 | 28 | 2 | 47 | 0,5% | 0,2% | 0,1% |
| <i>Pays-bas</i> | 0 | 6 | 8 | 4 | 14 | 3 | 0 | 1 | 36 | 0,4% | 0,4% | 1,1% |
| <i>Amérique du Nord</i> | 0 | 1 | 0 | 0 | 15 | 6 | 0 | 12 | 34 | 0,3% | 0,7% | 0,5% |
| <i>Turquie</i> | 1 | 1 | 0 | 0 | 27 | 1 | 0 | 1 | 31 | 0,3% | 0,1% | 0,2% |
| <i>Slovénie</i> | 0 | 8 | 0 | 0 | 17 | 1 | 0 | 2 | 28 | 0,3% | 0,8% | 0,0% |
| <i>Danemark</i> | 0 | 10 | 0 | 9 | 6 | 1 | 0 | 0 | 26 | 0,3% | 0,3% | - |
| <i>Croatie</i> | 0 | 14 | 0 | 0 | 7 | 0 | 0 | 0 | 21 | 0,2% | 0,0% | 0,2% |
| <i>Bulgarie</i> | 1 | 4 | 0 | 0 | 8 | 1 | 0 | 0 | 14 | 0,1% | 0,7% | 0,1% |
| <i>Lituanie</i> | 0 | 6 | 0 | 0 | 7 | 0 | 0 | 0 | 13 | 0,1% | 0,3% | 0,1% |
| <i>Autriche</i> | 0 | 7 | 0 | 0 | 5 | 0 | 0 | 0 | 12 | 0,1% | 0,3% | 0,3% |
| <i>Finlande</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | 11 | 0 | 0 | 0 | 11 | 0,1% | 0,1% | 0,1% |
| <i>Lettonie</i> | 0 | 6 | 0 | 0 | 2 | 0 | 0 | 0 | 8 | 0,1% | 0,0% | 0,1% |
| <i>Suède</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 | 0 | 0 | 0 | 8 | 0,1% | 0,1% | - |
| <i>Estonie</i> | 0 | 5 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 6 | 0,1% | 0,1% | 0,2% |
| <i>Grèce</i> | 0 | 2 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 | 0 | 4 | 0,0% | 0,1% | 0,2% |
| <i>Chypre</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,0% | - | - |
| <i>Malte</i> | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| TOTAL | 665 | 6 160 | 9 | 152 | 1 963 | 100 | 646 | 426 | 10 121 | 100 | 100 | 100 |

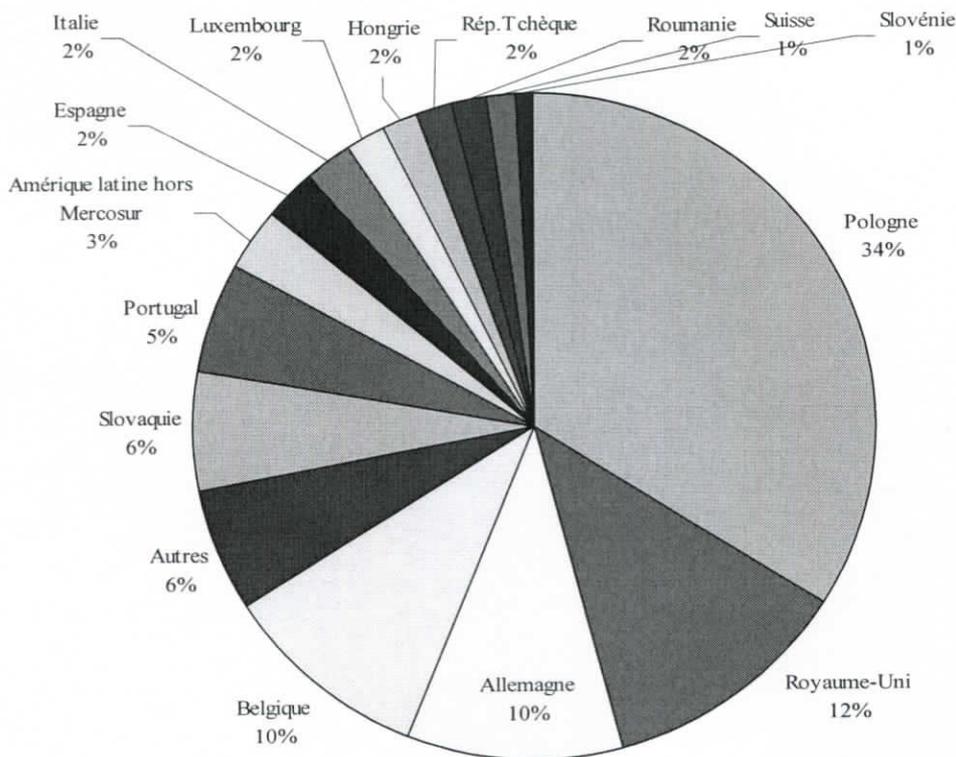
NB : les parts relatives des déclarations allemandes et belges ont été modifiées en 2004 en raison d'une interversion de certaines déclarations entre ces deux pays.

33. Les nationalités de salariés sont majoritairement celles des pays de l'Union européenne

L'analyse des salariés par nationalité permet de constater :

- la croissance de plus de 70 % des salariés de nationalité polonaise qui représente près d'un tiers du total en 2006 ;
- le doublement des salariés d'origine portugaise ;
- la très forte hausse des salariés d'origine sud américaine (plus de 1 000 salariés) et des pays d'Europe de l'Est (près de 4 000 salariés hors Pologne) ;
- la croissance du nombre de salariés anglais en regard de la stabilité du nombre de déclarations des entreprises anglaises et la relative stabilité des salariés allemands comparativement à la hausse du nombre de déclarations ;
- la faiblesse du nombre de salariés asiatiques qui baisseraient sensiblement en comparaison de l'année précédente.

Graph 3 : Répartition des salariés par nationalité



Par ailleurs, on constate que certaines nationalités sont fortement concentrées dans une ou deux régions et d'autres pour lesquelles l'éparpillement est plus visible. Ainsi, les salariés du Royaume-Uni sont concentrés à 85 % dans la région Rhône Alpes, les salariés belges le sont dans la région Nord Pas de calais (80 %), les salariés allemands sont en Alsace (43 %) et en Lorraine (30%).

Les salariés de nationalité polonaise sont quant à eux principalement détachés dans les régions Rhône Alpes (25%), PACA (20 %) et Ile de France (7 %), ainsi que les salariés portugais qui sont présents dans 18 régions sur les 22 dont à hauteur de 31 % en Lorraine. On remarquera enfin le fort taux de présence des salariés de nationalité sud américaine en PACA (48 %), Languedoc Roussillon (27 %) et Rhône Alpes (14%).

Tableau 7 : Analyse par nationalité des salariés

| | 2004 | 2005 | 2006 | 2006 p/ 05 |
|--|-------|-------|--------|------------|
| Pologne | 3 260 | 7 310 | 12 471 | 70,6% |
| Royaume-Uni | 952 | 2 910 | 4 413 | 51,6% |
| Allemagne | 3 283 | 4 013 | 3 754 | -6,5% |
| Belgique | 4 275 | 4 370 | 3 618 | -17,2% |
| Autres | 430 | 1 081 | 2 198 | 103,3% |
| Slovaquie | 337 | 1 053 | 2 100 | 99,4% |
| Portugal | 175 | 830 | 1 960 | 136,1% |
| Amérique latine autres que MERCOSUR | 308 | 4 | 1 092 | ns |
| Espagne | 312 | 808 | 915 | 13,2% |
| Italie | 188 | 618 | 855 | 38,3% |
| Luxembourg | 410 | 762 | 673 | -11,7% |
| Hongrie | 204 | 220 | 663 | 201,4% |
| République Tchèque | 257 | 375 | 617 | 64,5% |
| Roumanie | 275 | 468 | 608 | 29,9% |
| Suisse | 95 | 156 | 509 | 226,3% |
| Slovénie | 49 | 194 | 293 | 51,0% |
| Autres Asie | 484 | 380 | 140 | -63,2% |
| Pays-bas | 129 | 75 | 129 | 72,0% |
| Danemark | 4 | 90 | 112 | 24,4% |
| Turquie | 59 | 126 | 94 | -25,4% |
| MERCOSUR (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay) | 44 | 69 | 90 | 30,4% |
| Irlande | 12 | 17 | 87 | 411,8% |
| Croatie | 38 | 36 | 85 | 136,1% |
| Bulgarie | | 16 | 77 | 381,3% |
| Etats-Unis | 70 | 72 | 69 | -4,2% |
| Lituanie | 7 | 32 | 54 | 68,8% |
| Suède | | 7 | 53 | 657,1% |
| Mexique | 11 | 60 | 51 | -15,0% |
| Lettonie | 38 | 9 | 50 | 455,6% |
| Canada | 26 | 18 | 40 | 122,2% |
| Inde | 16 | 44 | 37 | -15,9% |
| Estonie | 30 | 11 | 32 | 190,9% |
| Finlande | 4 | 5 | 24 | 380,0% |
| Autriche | 95 | 108 | 23 | -78,7% |
| Chine | 63 | 66 | 13 | -80,3% |
| Grèce | 32 | 53 | 9 | -83,0% |
| Malte | 2 | | 1 | |
| Chypre | | | 0 | |

34. Une écrasante majorité d'ouvriers

Réserves méthodologiques

Cette variable, demandée en nombre de salariés dans le questionnaire, est mal renseignée car il est difficile d'obtenir précisément cette information. Elle est donc le plus souvent renseignée par défaut dans la catégorie des ouvriers.

Si la part relative de la catégorie socio professionnelle des ouvriers diminue depuis trois ans, sa prédominance demeure néanmoins écrasante. Ceci confirme que les prestations étrangères restent des prestations de main d'œuvre dont le niveau de qualification est faible. Par ailleurs, la hausse sensible de la part des cadres est due pour 30% aux employés dans les spectacles et 45 % pour ceux de l'industrie.

Tableau 8 : Évolution des statuts d'emploi par CSP

| | 2004 | 2005 | 2006 |
|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Ouvriers | 87,0% | 75,8% | 74,6% |
| ETAM | 4,4% | 13,3% | 9,2% |
| Cadres | 0,4% | 0,9% | 1,3% |
| Non précisé | 8,1% | 10,0% | 14,9% |

IV. Analyse des contrôles sur les entreprises ayant fait ou non une déclaration préalable

L'analyse statistique sur des contrôles effectués les entreprises étrangères ayant ou non fait une déclaration de prestation n'a pas pu être exploitée dans ce bilan. En effet, les questionnaires envoyés par les services départementaux compétents étaient vierges pour une grande majorité des cas ou incohérents avec les données issues de l'enquête du plan national d'action sur le contrôle des entreprises étrangères.

Au final, 441 contrôles d'entreprises ont été comptabilisés sur l'année 2006 pour l'ensemble des secteurs (579 en 2005) alors que l'analyse de la variable sur les contrôles effectués en 2006 par les inspections du travail dans le bilan du plan national d'action estime à 900 environ, les contrôles effectués sur des entreprises étrangères dans les secteurs prioritaires.

L'incohérence des résultats nous oblige donc à abandonner l'analyse de cette partie du rapport.

Listes des graphes, cartes et tableaux

Lis des graphes

| | |
|---|----|
| <u>Graphe 1 : Évolution du nombre de déclarations de prestations de services reçues et de salariés détachés</u> | 7 |
| <u>Graphe 2 : Répartition des déclarations par secteur d'activité</u> | 12 |
| <u>Graphe 3 : Répartition des salariés par nationalité</u> | 17 |

Liste des cartes

| | |
|--|----|
| <u>Carte 1 : Taux de réponse par département en 2006</u> | 5 |
| <u>Carte 2 : Taux de réponse par département en 2004 et 2005</u> | 6 |
| <u>Carte 3 : Répartition départementale du nombre de déclarations reçues en 2006</u> | 10 |
| <u>Carte 4 : Répartition départementale du nombre de salariés détachés en 2006</u> | 11 |

Liste des tableaux

| | |
|--|----|
| <u>Tableau 1 : Répartition du nombre de déclarations</u> | 8 |
| <u>Tableau 2 : Évolution du nombre moyen de salariés par déclaration</u> | 8 |
| <u>Tableau 3 : Estimation de l'emploi détaché en 2006</u> | 8 |
| <u>Tableau 4 : Répartition de la durée moyenne des détachements par secteur d'activité (en jours)</u> .. | 9 |
| <u>Tableau 5 : Répartition régionale des déclarations par secteur d'activité</u> | 13 |
| <u>Tableau 6 : Analyse par nationalité des prestataires (en nb de déclarations)</u> | 16 |
| <u>Tableau 7 : Analyse par nationalité des salariés</u> | 18 |
| <u>Tableau 8 : Évolution des statuts d'emploi par CSP</u> | 19 |